



bulletin d'analyses et de discussions marxistes

www.npa-debatrevolutionnaire.org

N° 26 - vendredi 16 avril 2010

Dans ce numéro :

- Rompre le piège de la concertation pour combattre le chantage du gouvernement
- Mettre fin à la main mise des rentiers et des spéculateurs sur les fonds publics

Rompre le piège de la concertation pour combattre le chantage du gouvernement

Sans surprise, le rendez-vous de « concertation » du 12 avril a été un jeu de dupes, où les directions syndicales, piégées par la politique du dialogue social, ont été roulées dans la farine. Alors qu'elles réclamaient un « vrai débat » au gouvernement depuis le 23 mars, sans appeler à une suite de la lutte avant le 1^{er} mai et sans avancer de revendications claires, Woerth est passé, lui, à l'offensive en déclarant : « *On en parle depuis des années, il faut surtout passer à l'action* ».

Au niveau calendrier, il annonce des « réunions thématiques » jusqu'en mai avec les « partenaires sociaux »... pour que le gouvernement annonce ses mesures mi-juin, avec présentation du texte au conseil des ministres en juillet, puis au parlement en septembre. Quant aux mesures que compte prendre le gouvernement, elles ne laissent pas grand mystère comme l'annonce Woerth : « *L'allongement du temps de travail, quand vous vivez plus longtemps, vous devez passer plus de temps au travail (...) L'âge légal de 60 ans est évidemment en débat, il ne faut pas avoir de tabou dans ce type de sujet* ». L'objectif est celui de l'allongement de la durée de cotisation et du recul de l'âge légal, comme cela s'est fait en Espagne ou en Grèce.

Parisot, très satisfaite de la réunion, a d'ailleurs souligné que cette fois, « *le problème est abordé dans sa totalité, dans son exhaustivité et en profondeur* ». Il s'agit pour le patronat et le gouvernement d'imposer un recul majeur sur les retraites, façon de faire payer leur crise à l'ensemble de la population.

Parallèlement, le secrétaire d'Etat à la Fonction publique, Tron, veut s'attaquer à la règle de calcul de la retraite sur les 6 derniers mois ainsi qu'à des dispositions de départ particulières. Déjà, les députés viennent d'adopter, dans un texte ajouté sur le dialogue social dans la Fonction publique, une réforme du régime de retraite des 300 000 personnels infirmiers et paramédicaux qui pourront « choisir » d'être un peu mieux payés s'ils acceptent de repousser leur départ à la retraite à 60 ans au lieu de 55 ans. Comme dans le privé avec le temps de travail, le gouvernement utilise la signature des syndicats sur le texte de la représentativité dans la fonction publique pour faire passer ses mauvais coups.

Toute la politique du gouvernement pour imposer sa contre-réforme des retraites repose sur ce piège de la concertation et du dialogue social. Woerth sait évidemment qu'il n'arrivera à aucun « accord », ni même avec Chérèque qui l'avait payé cher en 2003. Cette politique, qu'il maintient en particulier vis-à-vis de la CGT en répétant qu'il « *ne passera pas en force* », est seulement destinée à éviter le conflit de front. Comme le dit *les Echos* cette semaine : « *une vraie concertation, faute de déboucher sur un accord mineur, peut permettre d'éviter un désaccord majeur* ».

Mais cette « concertation » sert aussi au gouvernement pour plier les syndicats ainsi que l'opinion à sa politique, en accréditant l'idée que la contre-réforme est incontournable. C'est l'objectif même de la mise en place du Conseil d'orientation des retraites (COR) qui avait formulé le « *diagnostic partagé* » de 2003 pour justifier la contre-réforme Fillon.

Mais nouveauté par rapport à 2003, Woerth compte également élargir sa politique de concertation en appelant à « *un consensus avec les partis politiques* », en particulier avec le PS.

Débat révolutionnaire est animé par des militants du Nouveau Parti Anticapitaliste

Raymond Adams - Pascal Adams - Alex Bachmann - Gérard Barthélémy - Cathy Billard - Jean-François Cabral - Michel Deboeuf
Sébastien Di Nicolantonio - Séverine Duval - Yvan Lemaitre - Galia Trépère - Isabelle Ufferte

Pour nous contacter, s'abonner à cette lettre : dr@npa-debatrevolutionnaire.org

Le PS prêt à participer au consensus de la contre-réforme

Celui-ci vient d'ailleurs d'annoncer qu'il allait faire des propositions, après qu'Aubry, Hollande ou Valls aient déjà pris position sur l'allongement de la durée de travail. Moscovici annonce que le recul de l'âge légal à 60 ans est une « *ligne rouge* » tout en disant qu'il va falloir « *mettre à plat le système* ». Mais les 60 ans légaux avec l'allongement de la durée de cotisation comme le préconise Hollande, c'est la remise en cause même du droit à la retraite à 60 ans.

Dans un article fumeux sur « *la révolution de l'âge* », Aubry explique d'ailleurs que « *le vieillissement n'est pas un fardeau (...)* Les Français savent que l'accroissement de l'espérance de vie et une arrivée plus tardive sur le marché du travail nécessitent pour beaucoup un départ réel après 60 ans ».

Il est clair que dans sa marche vers le pouvoir, le PS compte jouer sa partition pour faire passer la contre-réforme, comme le font au pouvoir aujourd'hui d'autres gouvernements de gauche en Espagne ou en Grèce. Valls le résume cyniquement : « *Mettons qu'une réforme passe à l'automne, qui allonge l'âge légal ou la durée des cotisations. Reviendrait-on sur cette réforme ? Non, on ne le fera pas* ».

Mener la bataille politique contre le chantage

Sortant de la réunion du 12 avril, Chérèque s'est plaint que les délais étaient « *trop court pour aller au fond des sujets* », et que les mesures envisagées risquaient « *d'accentuer les inégalités* » du système. Quant à Thibault, il déclarait avant la rencontre : « *les gouvernements précédents qui ont procédé à des réformes ont tous dit la même chose. Ils n'ont pas mesuré que ces réformes ont eu pour conséquence de diminuer le niveau des pensions versées* »... comme si ce n'était pas leur seul but ! Les contre-réformes de 1993 et de 2003 ont déjà conduit à une baisse des pensions de près de 20 % avec les décotes, la fin des 37,5 annuités, l'indexation des retraites sur les prix. Aujourd'hui, le gouvernement veut aller plus loin pour faire payer la crise et la dette de l'Etat qui enfle avec la spéculation financière.

Face à cela, il s'agit au contraire de mener une bataille offensive, politique, pour se dégager du piège du dialogue social et du chantage que le gouvernement exerce en brandissant la menace d'effondrement de tout le système des retraites.

La campagne de propagande se met en place autour du rapport du COR qui annonce un besoin de financement entre 72 et 115 milliards d'euros à l'horizon 2050. Il revoit même ses anciennes prévisions avec la crise, en annonçant des déficits pour 2020 entre 40 et 49 milliards, alors qu'ils étaient estimés jusque-là à 25 milliards d'euros. Mais toutes ces soi-disant « *prévisions* », qui intègrent l'augmentation de productivité, n'envisagent jamais que la répartition des richesses produites puisse changer. Pour eux, les actionnaires doivent continuer de détourner toujours plus de richesses, alors que la part des dividendes est passée de 3,2 à 8,5 % du PIB entre 1982 et 2007, pendant que celle des salaires passait de 70 % à 60 %. Si les salariés réclament leur dû, 300 € d'augmentation des salaires, les 1500 € net de revenu minimum, cela ne ruinera pas l'économie ou la productivité comme le répète Parisot, mais baissera le taux de profit que s'empochent patrons et financiers. Il y aura alors de quoi financer les caisses de retraites.

Les fausses évidences, les prévisions à 40 ans, la propagande sur la « *catastrophe démographique* », ne visent qu'à justifier le chantage de Woerth ou Fillon pour qui le rapport du COR est « *non discutable* ». Parisot fait même de la surenchère en déclarant qu'il est « *dommage qu'il n'y ait pas de scénario plus réaliste et, éventuellement, un scénario catastrophe* » ! Voilà en quoi le piège du dialogue social sert aux classes possédantes à faire de la politique, à tenter de soumettre l'opinion.

En sortant de la réunion du 12 avril, Thibault a appelé les salariés à se mobiliser, le 20 avril et pour un grand 1^{er} mai. Mais pour construire cette mobilisation, il faut d'autres méthodes que ces journées sans perspective, que bien des équipes syndicales et des travailleurs contestent après l'expérience de l'année dernière.

Le 20 avril est l'occasion de mener le débat entre travailleurs sur quelles revendications face aux mauvais coups qui se préparent et des moyens pour les imposer. La question des retraites pose le problème du rapport de force et de l'affrontement avec le pouvoir. C'est pour cela que la légitimité des 37,5 annuités pour tous, privé-public, et de l'abrogation des contre-réformes depuis 93 est essentielle. D'autant que ces attaques se poursuivent encore avec le passage à 41 ans prévu pour 2012.

Il s'agit de préparer une lutte d'ensemble pour faire reculer le gouvernement en unifiant la classe ouvrière autour d'exigences communes. De même, la question des revendications de salaires chiffrées, l'interdiction des licenciements, l'embauche massive dans les services publics. Discutons aussi des mesures face à la finance qui s'approprie les richesses créées par le travail collectif par la spéculation sur la dette de l'Etat : en 2008, les intérêts de la dette représentaient à eux seuls 54,6 milliards d'euros ! De l'argent pour financer les retraites, il y en a.

Face à l'offensive du gouvernement, seule une mobilisation d'ensemble, politique, par la grève et les manifestations, pourra imposer une autre répartition des richesses, c'est-à-dire un autre rapport de force. Cette mobilisation, c'est à la base qu'il faut l'organiser, la préparer, comme les cheminots...

Laurent Delage

[Au sommaire](#)

Mettre fin à la main mise des rentiers et des spéculateurs sur les fonds publics

Un jour, on apprend que la crise grecque du déficit est "désamorcée", le lendemain, que la "confiance des marchés" est en baisse, ou encore que, d'après un "grand nombre d'experts", le "défaut de paiement" de la Grèce est "inévitable"...

Ce yoyo médiatique traduit l'instabilité de l'humeur des spéculateurs occupés à tirer le maximum du trafic des titres de la dette grecque, entraînant aujourd'hui les taux à la hausse, se calmant le lendemain à l'annonce des "plans" décidés par l'Union européenne pour "rassurer les marchés"... Instabilité qui est une des manifestations de la crise des déficits qui, si elle touche au premier chef la Grèce, l'Espagne et le Portugal, menace en réalité un bien plus grand nombre de pays, y compris parmi les plus riches.

Une crise généralisée de la dette privée avait sonné, au début de l'été 2007, l'entrée dans la crise globalisée qui frappe l'économie mondiale. Presque trois années et des milliers de milliards d'aides des États à la finance internationale plus tard, nous voici devant une crise généralisée de la dette publique dont les perspectives d'évolution rendent totalement dérisoires les discours sur la "reprise".

Non contents de ne mettre en œuvre aucune des mesures qui s'imposeraient pour mettre un terme au jeu destructeur des spéculateurs, les gouvernements invoquent cette dette pour justifier une accentuation brutale de leur offensive contre les populations. La dette publique, tout comme aujourd'hui les déficits des caisses de retraite, sont présentés comme une maladie mystérieuse, dont on ignorerait les causes. Et, à défaut d'être capables de prendre le mal à la racine, il nous faudrait accepter d'ingurgiter une nouvelle dose de la potion sensée en calmer les effets, une nouvelle escalade de la régression sociale !

Mensonge d'État, pour tenter de masquer une réalité qui s'impose peu à peu : la dette, les déficits, la crise elle-même, n'ont rien d'une fatalité, ils sont le résultat d'une politique. Et les solutions pour y mettre fin sont simples. Elles passent par la contestation du pouvoir que les banquiers imposent à l'ensemble de l'économie, la nationalisation du système financier et bancaire, sa mise sous contrôle démocratique des travailleurs et de la population.

Une politique diamétralement opposée à la guerre de classe menée depuis des décennies par l'aristocratie financière internationale avec la complicité active des gouvernements pour s'approprier toujours plus des richesses produites par le travail, et qu'ils s'approprient à poursuivre de plus belle...

Faire payer les classes populaires "à n'importe quel prix"...

... c'est clairement la "solution" des classes dominantes, portée par la droite au pouvoir en Allemagne ou en France, par la gauche en Grèce, en Espagne et au Portugal. Zapatero vient de le dire dans un interview au *Financial Times* : "D'ici les élections (générales en 2012), notre politique va être d'austérité et de réduction de coûts. Il n'y a pas d'autre solution.[...] Si nous devons faire plus de coupes (dans les dépenses) ou exiger plus d'austérité, nous le ferons [...] Nous devons être jugés sur la mise en place effective de tous les outils prévus par ce plan. Nous allons le faire, indubitablement, à n'importe quel prix..."

A la brutalité des attaques menées par les gouvernements contre la population de leur propre pays s'ajoute la prédation des pays riches sur les pays pauvres. L'"aide" que vient de concocter l'Union européenne pour la Grèce en est un bel exemple. Les pays européens sont disposés à lui prêter une trentaine de milliards au taux fixe de 5,3 % sur trois ans. Certes, ce taux est inférieur aux taux que le marché obligataire "libre" impose à la Grèce, et n'est pas soumis aux aléas de la spéculation. Mais c'est de l'argent que les États européens pourraient eux-mêmes emprunter à des taux bien inférieurs (de l'ordre de 1,5 % pour la France et l'Allemagne). En plus de se faire saigner à blanc par Papandréou pour garantir leurs intérêts aux vampires de la finance, les travailleurs grecs contribueront aussi à assainir le déficit budgétaire des États les plus riches ! Un scénario bien connu qui reproduit, à l'échelle de l'Europe, le mécanisme de l'exploitation des populations des pays pauvres par les banquiers des pays riches, par le biais de la dette et de l'"aide". Mécanisme dans la maîtrise duquel le FMI du socialiste Strauss-Kahn, lui aussi au chevet de la Grèce, s'est fait une sinistre réputation...

Les travailleurs des pays les plus riches ne sont pour autant pas oubliés, le déficit public abyssal servant de nouveau de prétexte, avec d'autres "trous", à de nouvelles offensives, comme celle des retraites en France.

Au delà de leur iniquité, ces mesures d'austérité qui frappent les populations et ces fausses "aides" sont une fuite en avant qui, au lieu d'éloigner la menace des faillites d'Etat, ne peuvent que l'aggraver. Et Zapatero aura beau multiplier, dans la presse de la haute finance internationale, les promesses de presser comme des citrons les travailleurs espagnols, il ne « rassurera » les spéculateurs... que pour mieux les inciter à poursuivre leur jeu.

Mais l'injustice criante et l'absurdité des plans qui frappent les populations tandis que les véritables responsables affichent des "résultats" insolents alimentent la colère et la révolte. Les discours que nous tiennent les dirigeants politiques depuis des mois que dure la crise apparaissent pour ce qu'ils sont : des mensonges destinés à lanterner le bon

peuple, à masquer leur impuissance foncière à changer le cours des choses. Les manifestations en Grèce, mais aussi la crise politique qui frappe le pouvoir en France, avec un Sarkozy de plus en plus en difficulté et une droite de plus en plus divisée, en sont l'illustration. La question politique du moment est de donner des perspectives à cette révolte.

En finir avec le bouclier fiscal...

Le minimum serait, comme le défend actuellement le Parti socialiste, de mettre fin à l'injustice scandaleuse que constitue le bouclier fiscal. Ce cadeau fait aux plus riches, au patronat, est une des causes de l'aggravation des déficits publics, dans la mesure où il diminue d'autant les ressources budgétaires dont l'État a besoin pour financer ses dépenses.

Mais outre le fait qu'il y a bien d'autres injustices dans le système fiscal, à commencer par la TVA qui taxe les plus pauvres, ceux qui dépensent toutes leurs ressources pour vivre, à hauteur de 20 % de leur revenu, en focalisant leur combat parlementaire sur le bouclier fiscal, les dirigeants du PS esquivent le fond du problème : mettre fin aux mécanismes qui autoalimentent la course en avant de l'endettement.

Et sur ce terrain, pas question, pour eux, de remettre en cause la nécessité pour l'État de rembourser ses dettes à des banques qu'il a récemment largement renflouées sur les fonds publics. Ni celle d'en faire payer les frais par la population, par le biais de l'impôt. Ils mèneront, s'ils reviennent aux gouvernes de l'État en 2012, avec la même brutalité si c'est nécessaire, la même politique que Zapatero, contre la population et au profit des classes possédantes. Car, pour eux non plus, « *il n'y a pas d'autre solution* ».

... taxer les transactions financières, modifier les statuts de la BCE, ...

La suppression du bouclier fiscal est aussi une des revendications du PCF, ainsi que d'autres mesures, mises aussi en avant pas des mouvements antilibéraux comme Attac, telles la taxation de transactions financières, ou encore une modifications des statuts de la BCE, afin de lui permettre de prêter de l'argent à taux réduit aux États.

Il est certain que l'interdiction qui est faite à la BCE, comme aux autres banques centrales, de prêter de l'argent aux États, est une mesure favorable aux institutions financières privées auxquelles elle donne de fait le monopole de la dette publique. Elle leur assure ainsi, dans le cadre d'un "marché obligataire libre" propice à toutes les spéculations, la possibilité de se nourrir en parasite sur les richesses de toute la société. Et elle transforme les gouvernements en jouets de leurs jeux spéculatifs, comme on peut le voir en direct en ce moment.

Mettre fin à ce monopole serait un pas important contre le pillage des richesses publiques par la finance. Mais encore faudrait-il que les moyens politiques envisagés pour mettre en œuvre de telles mesures ne soient pas en contradiction totale avec leurs objectifs ! Or la seule perspective politique que se donne actuellement la direction du PC, c'est le "projet" d'un "front populaire" pour "faire gagner la gauche en 2012", c'est-à-dire revenir au pouvoir avec le PS. Et elle fait semblant de croire qu'il lui sera possible, d'ici là, de convaincre ce dernier de prendre en compte, dans son programme, ce qu'elle présente comme une « idée nouvelle ». Comme si c'était faute d'« idées » que le PS avait activement contribué à mettre en place le monopole des banques sur la dette !

... ou permettre à la population de contrôler les fonds publics

Le Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde (CADTM) pose le problème bien plus sérieusement. Dans un texte du 3 novembre 2009 intitulé « *Dette publique : quelle réponses ?* », l'auteur [1] conclut : « *Pour mener une politique monétaire profitable à la collectivité, encore faut-il que celle-ci s'approprie ses outils, en premier lieu en nationalisant (sans indemnités, ni rachat) et en plaçant sous contrôle la totalité du système financier et bancaire.*

Il faut aussi et surtout une mobilisation sociale de haut niveau pour les porter. Cette mobilisation sociale n'a de sens que si elle implique le contrôle citoyen et l'appropriation collective à tous les niveaux de ce que produit la société. Il en est de la dette publique comme de l'écologie : sans transformation sociale radicale de la société, pas de solution durable.

De ce point de vue, la dette publique est un bon exemple. Un audit citoyen de cette dette est nécessaire pour décider de la légitimité ou non de celle-ci et pour imposer, au cas fort probable d'une réponse négative, son annulation pure et simple.

Au CADTM, nous souhaitons que la mobilisation sociale s'empare de cette revendication : si la dette est publique, alors auditions-la publiquement, totalement et collectivement et décidons ensemble de son sort ! »

Nous ne pouvons qu'être pleinement d'accord avec cette perspective, qui suppose de rompre avec une politique qui, au fil des siècles, à érigé le mécanisme d'exploitation de la dette au rang d'élément central de l'extorsion des richesses collectives par la grande bourgeoisie financière.

Le principe de ce mécanisme n'est pas récent, et il y a bien longtemps que les usuriers capitalistes se nourrissent de la rente que constitue la dette des Etats, les conduisant parfois à la faillite. Mais le phénomène atteint actuellement des

niveaux inégalés. Il s'est globalisé et son développement sans contrôle menace maintenant de faillite l'ensemble du système.

Cette évolution ne doit rien à des « lois naturelles » contre lesquelles on ne pourrait rien. La délégation aux banques privées du monopole de la dette publique relève de décisions politiques qui n'ont rien de surnaturel, mais visent clairement à répondre aux intérêts des classes dominantes.

Pendant de nombreuses années, la Banque de France était placée sous le contrôle de l'État et avait, parmi ses missions, celle de consentir gratuitement des avances à l'État quand la situation l'exigeait. Cette mission lui a été retirée en 1973, avant qu'en 1993, sous la présidence de Mitterrand, le gouvernement Balladur ne décide de son « indépendance » et ne lui interdise « *d'accorder toute sorte de crédit au Trésor public ou à tout autre organisme ou entreprise publics, de même que l'acquisition de titres de leur dette* »...

Mitterrand et Balladur préparaient ainsi son intégration au Système Européen de Banques Centrales, créé avec la BCE en 1998 sous l'égide des duettistes Chirac-Jospin, et dont les statuts précisent : « *Il est interdit à la BCE et aux banques centrales des États-membres, [...] d'accorder des découverts ou tout autre type de crédit aux institutions ou organes de la communauté, aux administrations centrales, aux autorités régionales ou locales, aux autres autorités publiques, aux autres organismes et entreprises publics des États-membres ; l'acquisition directe, auprès d'eux, par la BCE ou les banques centrales nationales, des instruments de leur dette est également interdite* ».

Ces lois, en accordant aux banques le monopole du crédit public, leur donnent l'exclusivité de la création de la « monnaie de crédit », celle qui sert aux échanges sous la forme de chèques, d'échanges électroniques...

Contrairement à ce que l'on peut croire, l'argent que prêtent les banques ne provient pas de l'argent déposé par les clients, sous forme d'épargne ou de comptes courants. Il y a bien longtemps que les sommes accumulées dans les dépôts sont incapables de couvrir, et de loin, la masse des prêts accordés par une banque. Lorsqu'une banque accorde un crédit à un individu, une entreprise ou un État, elle réalise simplement des opérations d'écriture comptable, ce qui revient à créer, à partir de rien, une quantité équivalente de « monnaie de crédit ». Il s'agit, en quelque sorte, de fausse monnaie, mais fabriquée avec l'accord de l'État...

Le monopole du crédit se transforme ainsi en monopole de la fabrication, par les banques privées, d'une part considérable de la monnaie qui circule dans les échanges commerciaux. On estime que seulement 7 % de la masse monétaire circulant est constituée des billets de banque et des pièces, dont la production reste sous le contrôle des banques centrales. Le reste, 93 %, est constitué de la monnaie de crédit, produite par les banques privées. Telle est la réalité du soi-disant monopole de la création monétaire que détiendraient les États par le biais des banques centrales...

Il n'y a pas d'autre limite à la création de monnaie de crédit par les banques que la perspective d'en retirer un gain, sous forme d'intérêt, autrement dit que la solvabilité présumée de l'emprunteur. Mais ces intérêts, eux, ne tombent pas du ciel. Ils viennent des richesses bien réelles produites par le travail humain : partie des revenus, s'il s'agit d'un emprunteur privé ; partie des profits extorqués par l'exploitation, s'il s'agit de la dette d'une entreprise ; partie des impôts payés par la population, s'il s'agit d'une dette publique.

Donner à une poignée de grands actionnaires la possibilité de capter une part toujours plus grande des véritables richesses produites par le travail humain en prêtant, contre intérêt, de la monnaie fabriquée à partir de rien, voilà la véritable motivation des dirigeants politiques, de droite comme de gauche, lorsqu'ils ont accordé aux institutions financières privées le monopole du crédit.

« *L'État, c'est moi* », aurait répondu Louis XIV à un membre du Parlement qui lui parlait de « *l'intérêt de l'Etat* »... « *L'État, c'est nous* » pourraient dire aujourd'hui, non sans raison, les grands financiers. Car on est bien en présence d'une véritable privatisation de l'État, avec des gouvernements réduits au rang de commis d'une aristocratie financière totalement parasitaire qui, par sa course folle au profit, conduit l'ensemble de l'humanité à la ruine.

S'en prendre aux racines du mal de la crise des déficits, tout comme à la véritable cause des « trous » des caisses de retraite ou de sécurité sociale, impose de mettre fin à la main mise des rentiers et des spéculateurs sur l'ensemble du système financier, sur les fonds publics, sur l'État lui-même.

Cela passe nécessairement par l'expropriation des grands actionnaires des banques et autres institutions financières, leur nationalisation et leur placement, ainsi que les fonds publics, sous le contrôle démocratique de la population.

Il y a un siècle, le patron américain de l'automobile Henry Ford écrivait : « *Il est une chance que les gens de la nation ne comprennent pas notre système bancaire et monétaire, parce que si tel était le cas, je crois qu'il y aurait une révolution avant demain matin* ».

Il serait cruel de le faire attendre plus longtemps...

Daniel Minvielle

[1] <http://www.cadtm.org/Dette-publique-quelle-reponse>

[Au sommaire](#)